



Oui à l'Europe sociale pour l'égalité, la paix et la justice !

Non à la Constitution libérale européenne !

Une vague de nouvelles attaques anti-sociales déferle sur l'Europe. L'objectif des patrons et des gouvernements dans chaque pays est clair : ils veulent à la fois baisser le coût du travail, augmenter le temps de travail, réduire les salaires et remettre en cause les systèmes de protection sociale.

Le gouvernement Chirac-Raffarin ou Sarkozy, on ne sait plus vraiment, a déjà commencé en attaquant le système des retraites, la Sécurité sociale, en privatisant EDF-GDF et en voulant supprimer plus de 6000 bureaux de poste ! En France, on remet en cause les 35 heures ; en Allemagne, de grandes entreprises comme Volkswagen, Daimler augmentent le temps de travail jusqu'à 42 heures. Et dernier argument pour obliger les salariés à accepter : le chantage à la délocalisation ! Soit vous travaillez plus longtemps en acceptant des baisses de salaires, soit on délocalise l'entreprise, pour bénéficier d'une main-d'oeuvre moins chère !

Non à cette constitution libérale !

Les gouvernements européens ont choisi ce moment pour adopter une Constitution qui grave dans le marbre toutes ces politiques de déréglementation, de privatisation des services publics, de dumping social. Loin d'unifier l'Europe au service des peuples, cette Constitution, combinée à l'élargissement aux pays de l'Est, donne le cadre juridique et politique pour démanteler la protection sociale et bafouer les droits des salariés et des peuples. Adoptée, elle empêcherait toute politique autre qu'ultra libérale.

Alors, on nous dit, « Mais si vous vous opposez à cette Constitution, vous faites le jeu des nationalistes, des De Villiers et Le Pen ». C'est le contraire qui est en train de se passer. C'est la construction d'une Europe libérale, anti-sociale et anti-démocratique qui encourage le développement de ces courants réactionnaires. Dire non à cette Europe libérale, c'est l'intérêt des peuples ! Montrer qu'une autre Europe est possible est une urgence politique et sociale.

Faire de l'Europe un modèle social au service de la paix et de l'égalité

Le Non peut et doit être majoritaire. Dans ce contexte, la position de Fabius peut favoriser une victoire du Non et ouvrir, ainsi, une crise politique salutaire pour lutter pour une autre Europe. Mais notre opposition à la Constitution européenne est clairement à gauche. N'oublions pas que Fabius a voté pour le traité de Maastricht, qu'il a soutenu les privatisations et laissé faire ou mis en œuvre nombre de plans de licenciements. Notre non est un non anticapitaliste, internationaliste. Cependant, nous pensons qu'il faut que toute la gauche qui s'oppose à la constitution se rassemble.

Nous voulons une autre Europe :

- au service des peuples, une Europe qui aligne, par le haut, les droits sociaux, qui garantissent des services publics européens efficaces, un salaire minimum et la semaine de 35H,
- qui défende l'égalité des droits citoyens pour tous les résidents,
- qui oppose à la logique du profit la satisfaction des besoins sociaux de toute la population,
- une Europe qui soit vraiment démocratique où les peuples décident vraiment !

C'est dans cette perspective que nous proposons à tout ceux et celles qui le souhaitent un large rassemblement unitaire pour imposer un Non de gauche et proposer une autre Europe !

Ligue Communiste Révolutionnaire - section de Massy-Palaiseau

Tél : 06 82 94 59 51 et 06 85 02 17 51

fax : 01 69 81 01 53 / mail : lcr-massypal@tiscali.fr / site internet : www.lcrmassypalaiseau.chez.tiscali.fr